

## 73.01.06 Investissements pastoraux

<b>1. Base réglementaire PSN</b>	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	Article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	<b>Investissements pastoraux</b>
Indicateurs de résultats associés	<p>R.9 Modernisation des exploitations : Nombre de bénéficiaires recevant une aide à l'investissement pour restructuration - modernisation</p> <p>R.16 Investissements liés au climat (on-farm) : Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'une aide PAC contribuant à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, ainsi qu'à la production d'énergies renouvelables ou de biomatériaux</p>
Indicateurs de réalisation associés	O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Le maintien de la compétitivité des activités agricoles en zone de montagne a été identifié comme l'un des axes de la stratégie régionale agricole de Nouvelle-Aquitaine.</p> <p>La modernisation des équipements pastoraux en estives doit s'adapter aux contraintes naturelles et pédo-climatiques. Les surcoûts engendrés par la réalisation d'ouvrages aux normes en vigueur doivent être accompagnés pour loger dans de bonnes conditions les exploitants transhumants, de façon à pérenniser les activités pastorales, valorisant ainsi la ressource fourragère et maintenant les milieux pastoraux ouverts</p> <p>Les systèmes agricoles en zone de montagne et dans les espaces naturels à vocation pastorale doivent être soutenus pour valoriser et assurer le maintien de ces pratiques favorables à la préservation de l'environnement.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	Août 2023
<b>2. Eligibilité</b>	
Bénéficiaires éligibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les Collectivités gestionnaires d'estives et de pâturages collectifs (communes, syndicats de communes, commissions syndicales),</li> <li>• Les Associations Foncières Pastorales (AFP),</li> <li>• Les Groupements Pastoraux (GP),</li> <li>• Les autres Associations agricoles et les Associations Loi 1901 à vocation pastorale.</li> <li>• Les Syndicats mixtes à compétence pastorale.</li> </ul>
Conditions d'éligibilité	<p><u>Cohérence avec les plans de développement</u></p> <p>L'Instance de Concertation Montagne/Pastoralisme du PSR est consultée pour avis sur la cohérence des différents programmes (PSR, CPIER, Plan montagne, Plan de développement des communes, ...) avec l'ensemble des</p>

	<p>partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les communes du Massif des Pyrénées et du Massif Central: les projets en cohérence avec le Contrat de Plan Inter-régional Etat-Régions pour le Massif des Pyrénées et pour le Massif Central (CPIER) 2021-2027,</li> <li>- pour les communes de la zone à vocation pastorale de Dordogne définie par le préfet de département : les projets en cohérence avec les plans de développement du pastoralisme.</li> </ul>
Coûts éligibles	<p>Les travaux d'améliorations pastorales de gestion collective éligibles sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travaux liés à la création, à la modernisation et à l'équipement de cabanes pastorales (fixes ou mobiles), à la pose d'abris mobiles (*) (**) pour le logement du berger, les locaux et les équipements fixes ou mobiles pour la production laitière et fromagère.</li> <li>(*) en cercle 1 Ours ou en cercle 2 Ours suite au déclassement de cercle 1 Ours à cercle 2 Ours en N-1 dans le cadre du Plan Cabanes de l'Etat.</li> <li>(**) Les conditions de mise en œuvre seront précisées dans l'appel à projets.</li> <li>• Equipements de traitement des eaux blanches, des eaux usées ou équipements liés à la valorisation ou au traitement du lactosérum.</li> <li>• Travaux liés à l'amenée de l'eau tels que : captage, adduction, desserte des estives et zones de pâturages collectifs, points d'abreuvement, tonnes à eau, systèmes de régulation hydrauliques.</li> <li>• Installations fixes de télécommunication, équipements de raccordement en eau et électricité liés aux cabanes et équipements liés.</li> <li>• Parcs de pâturage avec clôtures fixes ou mobiles pour la reconquête de zones en déprise, basés sur un diagnostic pastoral</li> <li>• Travaux en régie (prestations internes et utilisation de matériels) et travaux d'auto-construction (matériaux) du bénéficiaire.</li> <li>• « Frais généraux » : les dépenses telles que les études d'opportunité écologique, économique et paysagères préalables ou la maîtrise d'œuvre</li> </ul> <p>Ces équipements doivent être conformes et opérationnels à l'issue du projet d'investissements.</p>
Inéligibilités	<p>Ne sont pas éligibles les coûts de montage du dossier de demande de subvention FEADER et les frais de structure, les consommables, le matériel d'occasion, le remplacement à l'identique d'équipements, ainsi que la main d'œuvre liée aux travaux d'auto-construction.</p> <p>La TVA est inéligible lorsqu'elle est totalement ou partiellement récupérée par la structure.</p>

Eligibilité temporelle des dépenses	Dépenses éligibles à partir du dépôt de la demande d'aide, après parution de l'appel à projets.
Eligibilité géographique	<p>Les projets doivent être localisés dans les zones de pastoralisme traditionnel, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ la zone « Massif Pyrénéen » (décret du 16 janvier 2004 modifié par décret du 8 septembre 2016), ainsi que la commune pastorale d'Urrugne reconnue par arrêté du Préfet du département.</li> <li>○ la zone « Massif central » (décret du 16 janvier 2004 modifié par décret du 8 septembre 2016) correspondant aux 3 départements limousins (Haute Vienne, Corrèze, Creuse)</li> <li>○ la zone à vocation pastorale de Dordogne définie par arrêté du Préfet du département.</li> </ul> <p>Siège social ou administratif en Nouvelle-Aquitaine, avec exclusion des investissements réalisés sur les zones pastorales situées dans les autres régions françaises. Les autres régions financent les travaux réalisés sur leur territoire.</p>
Ligne de partage PSR/crédits régionaux et nationaux	Aucune autre aide régionale ou nationale ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement.
Ligne de partage FESI	Les GAL ne pourront pas mobiliser leur enveloppe LEADER pour des typologies d'actions éligibles au présent dispositif.
<b>3. Modalités d'octroi de l'aide</b>	
Principes de sélection	<p>Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes de sélection suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet confortant la transition agro-écologique, l'adaptation au changement climatique, le bien-être animal, les effets positifs du pastoralisme sur l'environnement et le paysage</li> <li>• Projet favorisant le renouvellement des générations</li> <li>• Projet favorisant la réduction de la pénibilité du travail</li> <li>• Projet en lien avec une diversification des revenus de l'exploitation, réorientation ou reconversion de production</li> <li>• Projet caractérisant et prenant en compte en amont les enjeux environnementaux</li> <li>• Projet encourageant l'utilisation de la zone intermédiaire et des zones de pâturage en déprise</li> </ul>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets

Bonifications éventuelles	Non
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux d'aide publique : 70%
<b>4. Nature et montant de l'aide</b>	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Non
Co financeurs principaux/ponctuels	Région, Départements, Etat
<b>5. calcul du montant de l'aide</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	7 000€ Ce plancher s'applique au dépôt de la demande d'aide.
Plafonds (en dépenses éligibles)	<p>Pour les cabanes pastorales, les plafonds maximum de dépenses éligibles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les cabanes Logement desservies par une route : 110 000 € .</li> <li>- pour les cabanes Logement desservies par une piste : 115 000 € .</li> <li>- pour les cabanes Logement non desservies par une piste : 153 000 €</li> </ul> <p>- pour les cabanes fromagères desservies par une route : 162 000 € *, dont la part logement est plafonnée à 110 000€</p> <p>- pour les cabanes fromagères desservies par une piste : 166 000 € *, dont la part logement est plafonnée à 115 000 €</p> <p>- pour les cabanes fromagères non desservies par une piste : 218 000 € *, dont la part logement est plafonnée à 153 000 €.</p> <p>- pour les cabanes fromagères non desservies par une piste, dossiers <b>avec surcouts avérés et vérifiés</b> : 241 000 € *, dont la part logement est plafonnée à 165 000 €. Un seul dossier maximum de cette nature pourra être accompagné par an.</p> <p>* partie cabane, fromagerie, saloir et équipements compris dans la cabane, valorisation du lactosérum, frais généraux proratisés par postes pour les investissements concernés par les plafonds Cabanes.</p> <p>La prise en compte de ces constructions/modernisations de cabanes sera limitée à 60m2 maximum pour le logement. Une sous enveloppe de 40 000€ sera appliquée sur l'appel à projets concerné pour les parcs de pâturage (fixes et mobiles). Le montant consacré à la modernisation de la voirie pastorale ne pourra dépasser 40% de l'enveloppe indicative de l'appel à projets concerné.</p> <p>Autres travaux et investissements : non plafonnés</p> <p>Les modalités d'application seront précisées dans les</p>

	documents de mise en œuvre.
Modalités de versement	2 versements maximum (modalités définies dans les documents de mise en œuvre)
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<p>Dépenses de personnel pour les travaux réalisés en régie : application de barèmes standards de coût unitaire (coûts horaires) distinguant deux catégories de postes « cadre » et « hors cadre » dont les montants sont actualisés en fonction de l'évolution de l'indice de coût du travail INSEE et inscrits dans les documents de mise en œuvre.</p> <p>Les modalités d'application de cette OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	<p>Un investissement dans une cabane fromagère, mais sans investissement fromager rentre dans le poste cabane non fromagère.</p> <p>Les frais généraux sont éligibles dans la limite de 12% maximum du montant du coût éligible du projet (à proratiser par postes si les investissements sont concernés par les plafonds Cabanes).</p>
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'Article 42 du TFUE
Maintien des dépenses	<p>Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée minimale de 5 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique.</p> <p>En cas de non-respect de cette obligation, le bénéficiaire s'expose au remboursement de tout ou partie de l'aide accordée.</p> <p>Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les documents de mise en œuvre.</p>